

Je ne puis pas comprendre comment le ministre du Commerce et de l'Industrie a pu se laisser entraîner à déverser ses insultes sur la mémoire d'anciens collègues qui ont quitté la vie politique. Parmi ces géants disparus, je mentionnerai sir John A. Macdonald comme le plus grand de tous, comme celui qui a vaillamment défendu le Canada contre les conspirations de ces hommes politiques qui parcouraient le pays dans le dessein de persuader les électeurs de livrer le Canada aux Etats-Unis à la faveur de quelque système décoré du nom d'union commerciale ou autre trompe-l'œil ; qui sont allés porter la parole et le fusil sur les bords de la Saskatchewan ; mais la vieille garde tory qui leur a livré bataille dans et hors l'arène parlementaire était composée de grands hommes dont les noms resteront immortels dans l'histoire du Canada.

Je laisse l'honorable monsieur méditer à l'aise les bienveillantes remontrances que je me suis cru tenu en conscience de lui adresser.

Pour adopter une politique quelconque, que ce soit le libre-échange ou la protection, il est essentiel que l'un ou l'autre parti s'entende sur un régime déterminé qui recevra une forme et une application connues dont le pays se trouvera bien ou mal, suivant le cas. Arrêtons-nous aux déclarations qu'on a fait entendre sur les bancs de la droite. Nous avons été témoins de divergences d'opinions de la part de nos collègues qui appuient le ministère ; mais nous voyons un siège qui est resté vide à droite, depuis le discours de l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie. Je veux parler du siège occupé par le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Tarte). Il n'y est pas revenu. On n'ose même pas nous l'amener. La vérité, c'est que ces deux ministres sont à cette heure séparés par un tel abîme, que la Chambre même n'a pas été estimée assez grande pour les y loger ; on a donc mis la frontière entre le ministre du Commerce et celui des Travaux publics, qui est parti pour les Etats-Unis. Je voudrais bien entendre le ministre des Travaux publics. Je voudrais qu'il vînt nous entretenir du libre-échange et répéter les avertissements comminatoires que l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie a adressés aux députés de la droite, s'ils osent faire un pas de plus vers le protectionnisme. Ils ne le pourront jamais. Néanmoins, on nous promet une déclaration définitive pour plus tard. L'année dernière, on avait fait la même promesse ; mais au lieu de l'exécuter on la renouvelle pour douze autres mois. Une fois de plus on nous remet à l'année prochaine. Mais j'affirme qu'avec les opinions contradictoires qui se partagent entre les membres de la droite ; avec les rivalités d'intérêts qui divisent les provinces et les nationalités ; avec l'absence d'homogénéité et d'entente dans le ministère lui-même, où certains ministres sont à couteaux tirés avec leurs collègues, je dis que c'est

folie de croire que ces gens-là nous apporteront une politique déterminée et protectrice des intérêts du peuple canadien. Cela, ils ne le pourront pas. Je veux bien ne tenir aucun compte de leurs actes politiques passés. J'eus autrefois quelque respect pour ce que nos adversaires appelaient "les principes" ; mais l'œuvre de six années m'a enlevé toutes mes illusions. J'ai trop à faire pour perdre mon temps à fouiller dans l'histoire de ce parti. Mais voici un incident intéressant. Au cours d'une entrevue entre le très honorable sir Wilfrid Laurier et son collaborateur le ministre des Chemins de fer et Canaux (l'honorable M. Blair), il y a quelques jours, celui-là remarqua avec chagrin des traces de fatigue sur le visage du ministre des Chemins de fer, et il conseilla un long repos et la démission. Mais le ministre des Chemins de fer et Canaux, fidèle à son chef et reconnaissant de la faveur d'avoir été distingué par le premier ministre lorsque ce dernier lui confia le portefeuille des chemins de fer, répondit en ces termes aux ouvertures du très honorable monsieur : "Mon cher premier, si je sors, vous sortirez avec moi". Et puis, ces messieurs nous disent qu'ils vont prendre douze mois pour arrêter un programme définitif, et dans douze mois ils reviendront nous tenir ce langage : "Nous croyons au protectionnisme". Mais aucun d'eux n'a le courage d'affronter la Chambre, comme le ministre qui nous a fait ses adieux, et de nous dire ce qu'on nous réserve.

Je ne dois pas oublier le député de Norfolk-nord (M. Charlton). Je vois qu'il n'est pas à sa place ; mais ce n'est point ma faute. Je n'ai jamais été un grand admirateur de cet honorable collègue—il ne s'en soucie guère, probablement—mais avec tous les bons sentiments que j'éprouve pour lui, je souhaite que son châtiment se borne à rester en compagnie de la caravane qui l'entoure. Je lisais—j'en demande pardon à mes amis—les discours que le député de Norfolk-nord prononçait au temps où son parti était au gouvernement, entre 1873 et 1878. J'ai aussi lu les discours du ministre du Commerce et d'autres de ses amis. Et à mesure que j'avais dans cette lecture, je me rendais parfaitement compte que nous assistons depuis six ans à une répétition de la vieille histoire. Elu sur de fausses promesses, ce gouvernement est appuyé par des partisans qui lui ressemblent en tous points. J'acquis par la lecture du discours du député de Norfolk-nord la certitude que, comme prophète, il a parfaitement échoué. Si j'ai un conseil à donner à un homme qui veut éviter de se trouver mal pris, c'est de ne point écouter des recommandations de cet homme politique.

En les suivant, il sera toujours dans l'erreur. J'ai été étonné d'entendre l'honorable député s'écrier l'autre soir : "A quoi bon chercher à établir un grand marché industriel ici, au nord de ligne frontière des Etats-Unis ? Il nous faudrait tant d'argent